

Les impacts des comportements politiques des élites sur l'adhésion des jeunes à la vie politique publique

Adel Avari*

Des pratiques politiques décriées : les Jeunes font sécession

Nul doute ne persiste quant à l'influence des diverses élites politiques sur l'opinion publique au niveau électoral mais plus précisément, le fort impact qu'elles ont au niveau de la construction des images et jugements que porterait cette opinion publique à propos de la politique en général. Influence allant de pair avec l'impact grandissant des Ntic sur les masses et surtout sur les jeunes. Les discours politiques formulés par les élites aux commandes, celles opposantes ou indépendantes, ainsi que leurs positions exprimées sur les diverses affaires publiques ont des impacts indéniables et à ne plus démontrer sur le niveau d'adhésion des jeunes à la politique en tant qu'activité sociale organisée. Il est presque axiomatique que les comportements des élites politiques affectent fortement l'intérêt démontré des jeunes à la vie politique, façonnent les images qu'ils s'en construisent et influent leur volonté de s'y impliquer. En fait, évoquer les comportements des diverses élites politiques c'est les cerner par rapport aux promesses électorales faites pendant les campagnes ou présentées dans les divers programmes des partis et des responsables gouvernementaux. C'est aussi cerner ces comportements au vu de l'écoute faite auprès des jeunes, ceux qui ont voté et ceux qui ne l'ont pas fait. L'écoute est dans cette optique un rapport sociopolitique avec les jeunes, établi dans la durée et socle de toute réforme sérieuse. Enfin, cerner les comportements des élites se fait par rapport à leur adhésion à un ensemble de valeurs sociales et d'éthique. Ceci n'est point une vision morale ou moralisante de l'action politique, mais plutôt une approche faisant de la quête de la justice pour tous, de l'équité pour tout un chacun et de la dimension morale, des soubassements de réforme de l'action politique, des régénérateurs qui la revigorent et la dynamisent.

Soulever les comportements des élites s'impose avec plus d'insistance au vu de la circulation chez une grande partie de l'opinion publique, des images de mépris, d'aversion, de discrédit, voire d'antipathie et de haine envers une bonne partie des élites politiques. Que l'on suppose que ces images se construisent et circulent dans des contextes bien spécifiques, n'enlève rien au fait qu'elles deviennent elles-mêmes des facteurs, sinon obstruant l'adhésion des jeunes à la politique, freinent fortement leur participation.

^{*} Adel Ayari, Chef d'unité de recherche au Centre des Etudes Méditerranéennes et internationales.



SIMPACT



Parler des comportements politiques des élites revient à évoquer non seulement leurs discours, propos ou positions, mais aussi leurs propositions, performances, l'efficacité managements divers, les outputs de leurs décisions, leurs attachements à l'éthique comme étant pratique morale de leur responsabilité sociétale et citoyenne. Ce sont là des indicateurs de mesure de ces comportements névralgiques de par leurs effets et contrecoups. Que l'on souligne l'importance de ces points n'est pas une diatribe ou jugement moral ; c'est disséquer les comportements des élites et comprendre comment interviennent-ils interviennent en étant des facteurs d'encouragement et d'incitation ou de blocage et d'entrave à la participation des jeunes et leur implication dans la vie politique publique.

Si l'on choisit dans l'expression soignée, mais dans le contexte politique actuel, l'on dira bien qu'il apparait clairement qu'une bonne partie des jeunes tunisiens, sinon la majeure partie d'entre eux, portent des jugements négatifs sur les élites politiques. Jugements de désaveu d'ailleurs partagés par une large partie de l'opinion publique locale. Au-delà des facteurs multiples forgeant ces jugements et images, et si l'on se réfère aux contextes actuels, politique, d'information et socioéconomique ; il est irréfutable que les élites diverses, aient une grande responsabilité politique et morale quant aux facteurs mêmes enfantant et encadrant l'émergence du désengagement des jeunes de la vie politique, et leur désintérêt affiché des partis. Cette responsabilité est fortement corrélée à l'incapacité des décideurs publics, à celle des partis et leurs responsables de formuler des réponses adéquates et efficaces aux attentes des jeunes, ou de leur présenter des propositions attractives. Cet échec politique associé à une phraséologie creuse et déracinée, ancre la rupture grandissante entre des jeunes «dépaysés» politiquement et les «offres» faites par les partis. Echec d'autant plus grave, qu'il ne cesse de consolider la répudiation entre une jeunesse de plus en plus diplômée et la politique, et qu'il renforce de la sorte son renoncement à y adhérer ou alors se

contenter de s'y adonner sporadiquement lors des élections

En effet, mesurer la performance des élites soulève la question des indicateurs construits et destinés à cet égard. L'on peut supposer, et sans grand risque de se tromper, que trois grandes palettes d'un niveau macro pourraient aider dans cette tâche. Il s'agit des réalisations politiques sociales et économiques touchant l'ensemble des couches socioprofessionnelles mais surtout les jeunes. Les libertés individuelles et collectives, le climat politique, la vie associative, le pouvoir d'achat, l'accès au marché du travail, l'enseignement, la santé et l'accès aux soins, la culture et les loisirs, l'accès aux divers services publics offerts, le sentiment du bonheur et le cadre de vie, sont tous des indicateurs pour mesurer les acquis sociaux ou précisément les perceptions qu'en font les jeunes. Il va sans dire que les acquis- réalisations socioéconomiques soient toujours au cœur d'une certaine instrumentalisation, fassent l'objet d'une manipulation visant un gain politique. C'est pourquoi il est tout aussi important qu'une attention particulière soit requise face aux interprétations diverses et multiples, des chiffres et données statistiques avancés autant par le discours officiel que celui des autres acteurs politiques et syndicaux.

Une des facettes les plus importantes de la performance des élites, est celle se rapportant aux sens et jugements que lui donnent les Jeunes tunisiens. Sur ce point bien précis, nous croyons fortement que les divers acteurs politiques s'accordent sur la forte insatisfaction d'une grande proportion de jeunes, et sont unanimes à constater cet état des lieux même si la question de la performance reste complexe et épineuse.

I / les enjeux soulevés par les faibles performances des élites politiques

Sous cet angle d'analyse, les enjeux soulevés par l'impact de la faible performance des élites politiques sur l'adhésion des jeunes à la politique sont multiples. On en retiendra trois que l'on considère capitaux.

Policy Paper



- ✓ Le premier enjeu touche la performance politique des élites. Il s'agit autant de la force de ces élites à se placer comme étant force motrice de l'adhésion des jeunes, que l'attractivité sociopolitique de leurs discours, leurs actions, ainsi que leurs capacités de mobilisation et d'influence auprès des jeunes.
- ✓ Le deuxième enjeu soulève les capacités fondamentales et intrinsèques des partis en tant qu'acteurs organisés à proposer aux jeunes une « autre politique », celle à même de créer une dynamique sociale encourageant leur participation ; celle pleine et volontaire.
- ✓ Le troisième de ces enjeux soulève quant à lui les incidences des faibles performances économiques des élites sur la participation des jeunes. Celle-ci en tant que processus affectant le fond même de la pratique démocratique.

1 - Premier enjeu : performance politique des élites et adhésion des jeunes à la vie politique publique

L'adhésion sociale des jeunes à la politique et l'intérêt qu'ils affichent à la «chose» publique ont indéniablement reculé depuis quelques années. Les échecs récurrents des politiques publiques dans le domaine socioéconomique en tant que facteurs nourrissant ce recul ne sont plus à prouver. De même, la transformation de la compétition politique entre les élites en chamailles stériles et couteuses politiquement, aggrave le désintérêt des jeunes et leur aversion envers un paysage qu'ils jugent absurde. Paysage politique envahi et continuellement arraisonné par les faibles performances socioéconomiques des élites.

Alors que la transition politique produisait un fort débit de libertés publiques, l'on constate, que paradoxalement, de manière latente silencieuse et progressive, des mécanismes de rupture politique et d'épaisse distanciation se sont développés qui ont abouti à ce que les contacts et les interactions entre les partis les élites politiques,

les décideurs publics et autres responsables, et le reste de la population jeune soient devenus de plus en plus rares, pathétiques, infructueux, obstrués, voire conflictuels. De manière chaque fois plus palpable, chaque fois plus observable, de façon plus ou moins affichée et consciente, plus ou moins décidée et volontaire, les élites politiques se coupent progressivement du reste des jeunes. Une forte tendance se dégage où les décideurs politiques, les élus et autres responsables des partis, réussissent à ériger des barrières entre eux et les jeunes. Ils remblaient l'écoute et l'enterrent, s'abritent dans un entre-soi politique confortable, fabriquent une sorte de bulle qui sied à leurs manières de voir et d'agir. Une grande partie des élites politiques donne l'impression qu'elle se ressource idéologiquement dans un vase clos et s'y engloutie irréversiblement. C'est comme si cette élite fonctionne socialement en puisant dans une sorte de communautarisme partisan. Communautarisme à la performance spectaculaire quant à la rotation des postes politiques offerts et de carrières dégagées. Le fonctionnement du model d'action politique tel qu'érigé par les élites n'arrive pas à instituer la participation des jeunes et peine à l'ancrer en tant que culture politique et norme de gestion des institutions et autres partis ; au mieux elle reste prisonnière d'une approche stérile, celle de la formalisation et de modélisation. Le désenclavement des élites politiques du reste de la jeunesse ne fait que perdurer cette approche, accentuant du coup les inégalités politiques des jeunes par rapport à la participation. L'aboutissement premier de ce désenclavement est que pour les jeunes, gravir les échelons de la vie politique et occuper le haut des postes ne se feront plus par rapport au mérite, du moins le leur, et s'avère être une mission plus que difficile. Mission nécessitant une mobilisation de ressources que le pouvoir politique en place, la culture politique régnante et les modes d'action politique rechignent à permettre. Leur participation en tant qu'acteurs sociaux n'en sera qu'ébranlée. En fait, en tant que demande exprimée par tant de jeunes, la participation ne

Policy Paper



2/2021

3

s'inscrit pas dans le génome des modes actuels de l'action politique ; ou alors elle l'est dans son ADN mais défigurée.

2 - Deuxième enjeu : une politique nouvelle à fort impact sur l'adhésion des jeunes à la vie politique publique

Paradoxalement, alors que la Tunisie ait connu maintes élections qui ont donné naissance à une légitimité politique formelle aux élites politiques nouvellement constituées, ces dernières développent des comportements sociaux et des réflexes politiques propres à un milieu corporatif. Elles se sentent de moins en moins liées par ses promesses électorales, se désengagent de ses responsabilités sociétales. Elles font dégager l'impression que leur devenir socioéconomique et celui politique ne sont en aucun point liés au destin de ceux qui ont voté pour eux, au destin des jeunes, au destin du reste de la collectivité nationale. Le destin socioéconomique n'est pas un groupement de mots métaphysiques ; c'est le devenir économique politique technologique culturel et social de tout un pays. Et le devenir comme étant destin de tout un pays, ne peut être que collectivement édifié. Il n'est jamais futile ou illusoire de rappeler que parmi les missions fondamentales affectées aux élites, c'est justement présenter un projet de modèle sociétal et lui procurer l'adhésion politique nécessaire, proposer des solutions aux problèmes sociaux, imaginer d'autres approches de commandement, innover en matière de gestion de la chose publique locale, dégager les nouvelles perspectives économiques, encourager les jeunes à s'approprier leur citoyenneté. Bref, contribuer fortement à construire la démocratie et à en jeter bases et socles.

L'on suppose que l'échec ou la réussite des élites seraient foncièrement récompensés et/ou sanctionnés politiquement et démocratiquement lors des élections. C'est pourquoi une partie de la littérature politique et sociologique considère les élections comme étant une sorte de transaction sociale accomplie entre le citoyen et l'élu (à toutes les échelles et à tous les niveaux). C'est dire

l'importance des discours tenus par les élites lors de la gestion des différentes crises socioéconomiques et celles politiques que la transition démocratique ait connues ces dix dernières années. La transition étant un changement politique majeur, elle est toujours accompagnée - presque forcément d'une opposition au changement, d'où les crises à répétition, aggravées d'ailleurs par le faible niveau de coopération politique entre les élites ainsi que par les impacts des facteurs exogènes ou extérieurs «ravivant» des distensions politiques locales déjà bien établies. Les élites instrumentalisaient les crises en vue d'un possible gain partisan et concédaient d'énormes efforts dans cet investissement politique. Les différents discours produits et destinés à l'opinion publique et aux partisans, étaient conçus dans cet esprit de rivalité extrême, imprégnés par une auto victimisation poussive, et où la responsabilité de l'échec oscillait telle une balançoire d'une rive politique à une autre. Les effets de tels comportements politiques ne se sont pas fait attendre: au niveau global, les chiffres globaux indiquaient une tendance de régression de la participation générale aux élections. Les chiffres des dernières élections présidentielles ne changent en rien l'abstention substantielle des jeunes. Au niveau des partis, le phénomène de démissions allant croissant, associé aux faibles chiffres de nouveaux adhérents. Parmi les missions politiques affectées à la transition démocratique et aux partis formés dans son sillage - même si elle n'était pas totalement explicite - était le renouvellement des élites. Cette mission n'est faisable que par et à travers le rajeunissement. Cette mission n'a pas été accomplie jusqu'au bout. Elle a été timide, superficielle et nous osons dire qu'elle s'épuise dangereusement. Le fonctionnement du «nouveau» système politique censé être basé sur les compétences et de manière plutôt égalitaire puisant dans toutes «les classes sociales»; s'est perdu en route. Entre familles traditionnellement tenantes du pouvoir politique, et cadres politiques de piètre compétence, l'on a vu se dégager une culture d'ascension refermée derrière les jeunes aux potentialités prouvées. Le poste politique

Policy Paper



est tributaire de fidélité idéologique, de copinage partisan, d'appartenance régionale, enfin d'autant de paramètres paralysant l'injection de la jeunesse en tant que capital politique innovant et dynamique. Même les «redéploiements» législatifs ciblés (élections municipales) se voient être confrontés à cette culture de monopolisation générationnelle du pouvoir et de sa distribution.

3 - Troisième enjeu : la performance socioéconomique des élites, un impact freinant la participation des jeunes

Si les débuts politiques de la transition démocratique en Tunisie offraient des dynamiques à même de bien réaliser cette transaction, ou en donnaient du moins l'impression, il apparait de façon clairsemée que dix ans après, les acquis socioéconomiques sont faibles, fragiles et loin de satisfaire les attentes d'une grande frange de la population, surtout celle de la jeunesse. Loin de faire un procès à la gestion de la transition démocratique, il n'en demeure pas moins que plusieurs contextes et facteurs multiples, locaux et étrangers, endogènes et exogènes, ont contribué à l'installation d'une forte asymétrie entre le discours prometteur des élites et leurs capacités réelles d'en réaliser le contenu. D'entre «chose promise» et «chose due», sont nées la désillusion et la frustration des jeunes, s'est construit leur désengagement, s'est développée leur aversion, s'est nourrie leur contestation. Le tout «boosté» par la contreperformance économique à plusieurs étages des élites. L'on n'est même plus dans une approche démonstrative pour le prouver, tellement cette faible performance est omniprésente quotidiennement aux recoins de l'ensemble de la vie politique institutionnelle et celle sociale quotidienne, créant un cadre propice à l'émergence des images négatives sur la politique.

Les débouchés socioéconomiques de la transition démocratique soulèvent aussi les capacités réelles de la «raison politique» des élites à bien saisir les aspirations des différentes couches sociales, de celles qui ont voté, de celles qui s'en sont abstenues. Au-delà des affirmations verbales ou annoncées, il est bien observable que les élites ont de plus en plus de mal et de difficultés à bien comprendre les problèmes réels de la population, ceux des classes moyennes et autres couches sociales appauvries, ceux des entrepreneurs, ceux des étudiants, ceux de la jeunesse. Ou alors, sans être dubitatifs envers la conscience et la sensibilité des élites politiques face à ces problématiques, qu'est ce qui les empêche de proposer des réponses socioéconomiques et politiques aux aspirations des jeunes. Réponses en projets fiables et viables. N'est-il pas de leur responsabilité qu'elles le fassent, et qu'elles le fassent bien et vite. C'est dans ces contextes que l'on voit fonctionner la fabrique des images négatives à propos de l'intégrité morale des élites et autres politiciens, sur le clientélisme marquant la vie politico-économique et la «trahison» des politiciens décideurs des choix économiques. Images versant dans l'aversion des jeunes pour la politique, du moins celle qu'ils voient, côtoient, ressentent.

Enfin, la gestion politique des problématiquesaspirations socioéconomiques et sociopolitiques des jeunes est assez négativement jugée. Mauvaise, inappropriée, inadéquate, inefficace, médiocre, dilapidation des biens publics, au service de quelques-uns, clientélisme, corruption, malversations; autant d'épithètes, de qualificatifs, de termes descriptifs que l'on trouve fréquemment dans les évaluations dressées, autant par les différents experts que par les élites elles-mêmes de cette logique technocratique de l'économie. La fracture socioéconomique, les injustices sociales, la précarité et la paupérisation, le déclassement social d'une grande partie de la classe moyenne, le déclin du pouvoir d'achat des jeunes, sont autant de contextes protéiformes favorisant l'exclusion des jeunes de la politique, et conduisant à l'installation parmi la population jeune d'une sorte de ségrégation socio-urbaine. Une forme d'une ghettoïsation accentuée installant une muraille entre jeunes et participation, entre les jeunes et la politique. Le pouvoir séducteur de celle-ci s'épuise et s'effrite et le désir chez les jeunes de participer s'en est profondément ressenti.

Policy Paper



II / Le défi d'une autre politique

La déconnexion des élites politiques du reste de la population, leur fragmentation, l'hégémonie du reflexe idéologique dans leurs attitudes, sont autant de facteurs leur faisant courir le risque qu'elles s'affaiblissent et surtout qu'elles perdent une bonne part de leur légitimité auprès de la population. Risques accrus sinon déjà vérifiés et qui ne peuvent qu'impacter potentiellement les pratiques politiques, les dérouter de leur mission citoyenne et surtout affecter la participation des jeunes en la vidant de son essence. Sous cet angle de vue, le besoin de construire un autre modèle de gestion de la vie politique est plus que vital. C'est presque une condition sine qua non de la survie de la participation citoyenne et spécialement celle des jeunes.

Repenser les pratiques politiques des différentes élites n'est point un luxe, c'est une obligation allant de pair avec la revendication historique soulevée par les jeunes et clairement exprimée par les différents mouvements sociaux et de protestation. Le «changement», «la jeunesse», «l'excellence», «la participation», ont été longtemps au cœur des politiques publiques qui les ont toujours récupérés en faisant l'objet d'investissements politiciens et d'instrumentalisation à l'extrême, les replaçant dans une sphère de légitimation de leurs choix et projets. La transition démocratique, elle, autant que les partis politiques et autres élites dirigeantes, n'arrivent pas encore à instituer définitivement ces thématiques dans le panier des réalisations «postrévolution» réussies. Il est évident que cela ne soit possible que si les différentes élites politiques et autres acteurs sociaux réussissent la refonte de la politique, celle proposée et pratiquée. En fait, le modèle politique acté par les élites est épuisé, stérile et stagne aux confins de l'entendement. Il mine l'engagement des citoyens, freine les réformes, et même les jette aux oubliettes. Alors que des franges entières des jeunes sont confrontées à la récurrence des crises socioéconomiques, elles «souffrent» en plus d'une dépossession de leurs droits démocratiques supposés inaliénables et entiers. La participation emblème d'une démocratie parée de toutes les vertus, se voit amputée de ses valeurs foncières, bloquée, engourdie de ses fonctions sociales. Face aux politiques publiques actuelles et aux comportements politiques des élites, les protestations des jeunes ne sont que le cri de leur révolte, celui de leurs contestation et refus. La question reste entière quant aux capacités des élites politiques à saisir ces appels, à bien les décrypter, à en faire de solides garde-fous d'une réforme politique qui n'a que trop tarder. Réforme replaçant réellement la politique au service de la société.

III / La Démocratie en danger

Une des fonctions «nobles» de la participation est de permettre aux jeunes d'exercer leur citoyenneté et de cimenter leur appartenance sociale à un pays. La déconnexion des élites engendre la rupture de ce lien citoyen que la participation est censée le construire. De la fracture sociale aux faibles prestations des institutions politique, c'est le danger guettant la démocratie qui nait, grandit et se propage. Le populisme en fait son terreau, son berceau, son champ d'évolution. Se nourrissant des faiblesses multiples actuelles du processus démocratique, le populisme récupère intelligemment les crises socioéconomiques et se présente comme étant la seule alternative fiable. Alors que la participation reste bouchée, le risque qu'une partie des jeunes adhère aux promesses du populisme, est bien réel. La volonté de rendre le pouvoir au peuple, et donc aussi à la jeunesse, pourrait réussir à capter les jeunes.

L'enjeu est énorme la construction pour démocratique. Nous sommes vraiment en face d'un problème vital, celui des capacités fondamentales des élites politiques à incarner les vraies valeurs de la démocratie. Il est illusoire de croire que la démocratie pourrait s'en passer des partis politiques appelés à la guider et la représenter. Il est aussi mensonger de faire l'éloge d'une démocratie populaire qui fonctionnerait mieux sans les élites. Mais n'est-il pas encore plus déraisonnable et même dangereux de faire et d'agir politiquement, comme si la

Policy Paper



démocratie pourrait fonctionner sans la participation citoyenne, sans celle des jeunes. La réponse, du moins dans une large mesure, ne pourrait venir que des élites politiques. Promouvoir un nouveau projet passe inévitablement par le dépassement des erreurs commises et accumulées, par le renouvellement de tout le logiciel démocratique participatif, du moins celui actuel, par une redistribution au profit des jeunes, d'une partie du pouvoir politique. La participation sera le chemin, le plus adapté, le plus fiable, le plus sûr. Ceci dit, il est tout important que les choix politiques orientant la participation des jeunes soient élaborés dans l'optique claire de couper avec la valeur purement consultative. Il faut qu'ils opèrent dans une direction permettant à la participation de bien peser sur les actions politiques publiques.

En effet, une partie des élites politiques est encore plus que méfiante à l'égard de l'appel à la participation des jeunes. Méfiance consolidée par l'héritage de la culture politique de l'Etat. Il se pourrait que la participation des jeunes serait couteuse politiquement, mais ceci ne lui serait propre. Toute réforme est accompagnée par un cout autant social que politique. Celui de la participation ouvrira de nouvelles perspectives à toute la collectivité et se répercutera en gains économiques et technologiques, redynamisera la démocratie participative, purgera les insuffisances du modèle politique actuel, et aura des retombées positives sur la paix sociale. En fait investir politiquement dans la participation, c'est construire la pérennité des élites et des futurs responsables, c'est aussi assurer aux partis leur histoire future et ennoblir la politique.

Recommandations

Elles sont au nombre de deux versant dans la perspective d'assurer un échange communicatif durable entre les jeunes et les élites politiques. Echanges qui serviront les acteurs à mieux se connaître mutuellement.

- Une journée «portes ouvertes» dans les quartiers ou lieux publics une fois chaque semestre. La journée sera animée exclusivement par les jeunes du parti. L'accès est libre à tous les jeunes non affiliés aux autres partis. La conception de l'animation de ces journées se réfère à l'échange médiateur. Il ne sera pas question de recruter ni de faire l'éloge de l'idéologie, encore moins de faire de la propagande. Il s'agit d'instaurer une communication durable entre jeunes et jeunes du parti, qu'ils se comprennent mieux et terrassent la méfiance. A la fin de chaque journée une équipe de jeunes présents à l'événement rédigeront un rapport-lettre ouverte au parti concerné. Ce dernier s'engage à en publier intégralement le contenu.

- Lancer annuellement par chaque parti politique une consultation ouverte destinée à recueillir les impressions, jugements, avis, propositions des jeunes sur des questions publiques. Ne participeront pas à cette consultation les jeunes du parti ou ceux membres d'autres partis. La consultation doit être totalement transparente et ses résultats accessibles à tous. Sa conception et son montage seront menés et réalisés en s'aidant par des experts bénévoles. Chaque parti s'engage à s'en inspirer dans ses propositions écrites.
- Création d'un site d'hébergement destiné à accueillir les lettres des jeunes (journées portes ouvertes) et les contenus-résultats de la consultation réalisée. L'accès au site est libre. La gestion de ce site sera confiée exclusivement à une équipe de jeunes non affiliés aux partis. Une charte de gestion en fixera les modalités concrètes.

Bibliographie

- Christopher Lasch (2010), *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, (Traduction de Christian Fournier), Flammarion, Paris.
- Daniel Cefai (2007), *Pourquoi se mobiliset-on? Les théories de l'action collective*, La Découverte.

Policy Paper



2/2021

7

- Erik Neveu (2015), *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 4^{ème} édition.
- Ernesto Laclau (1978), *La raison populiste*, Seuil, Paris, 1978.
- Geoffrey Pleyers, De la subjectivation à l'action. Le cas des alter-activistes, in Mouvements sociaux, Quand le sujet devient acteur.
- Jean-Noël Ferrié; et Jean-Claude Santucci. (SD) (2006), Dispositifs de démocratisation et dispositifs autoritaires en Afrique du Nord, CNRS éditions, Paris.
- Jérôme Lafargue (1998) *La protestation collective*, Armand Colin.
- Lilian Mathieu, (2012), *L'espace des mouvements sociaux*, éditions du croquant.
- Michel Camau (SD) (1991) Changements politiques au Maghreb, Editions du CNRS, Paris.
- Michel Wieviorka (2016) «Postface» in Mouvements sociaux .quand le sujet devient acteur, Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine

- (dir), Paris, éditions de la maison des sciences de l'homme
- Olivier Fillieule et Cécile Péchu (1993), *Lutter* ensemble, Les théories de l'action collective, l'Harmattan.
- Olivier Galland (2017), *Sociologie de la jeunesse*, Armand Collin, 6^{ème} édition
- Olivier Galland (2009), Les Jeunes, la Découverte, collection Repères.
- Pierre Lascoumes, Carla Nagels (2018), Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité en col blanc à la corruption politique, Armand Colin.
- Pierre Ronsavallon (2020), *Le siècle du populisme : Histoire, théorie critique*, Seuil, Paris.
- (2006), La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance, Seuil, Paris.
- William Genieys (2011), Sociologie politique des élites, Armand Colin.

Policy Paper

